



**Exploités par les patrons ! En danger de mort par le préfet !**  
**Ceux qui « travaillent plus pour gagner moins »**  
**exigent leur régularisation !**

Depuis le premier août, date de leur expulsion de la Bourse du Travail où les syndicats les accueilleraient, les grévistes de la faim sans papiers poursuivent leur lutte pour la régularisation (51<sup>ème</sup> jour de grève aujourd'hui) dans des conditions de plus en plus inhumaines. Eparpillés dans la métropole et au delà, souvent séparés les uns des autres, régulièrement refoulés par les hôpitaux, humiliés voire brutalisés par la police, résistants malgré un état de santé déplorable, ils ont plus que jamais besoin du soutien de tous pour tenir tête au préfet Canepa, et faire valoir leurs droits de travailleurs et d'êtres humains.

M. Canepa cherche apparemment à mettre en pratique dès cet été la ligne sarko-lepéniste du nouveau super-ministère de l'immigration et de l'identité nationale, forçant hier les sans papiers en lutte à l'ultime recours de la grève de la faim, ordonnant aujourd'hui de harceler, de calomnier, de brutaliser, d'atomiser les grévistes récalcitrants.

La forte mobilisation des progressistes autour de leur cause est mille fois justifiée. Leur inquiétude aussi. Chaque fois en effet qu'un Etat réprime son immigration, il inaugure une période de forte régression des droits démocratiques pour l'ensemble du peuple.

Cette lutte est donc capitale pour la période à venir ; pour les sans papiers, leurs conjoints et enfants, mais aussi au delà pour l'ensemble des travailleurs de ce pays.

L'expulsion de la Bourse du Travail, au delà d'un moyen violent de briser le mouvement de l'intérieur en empêchant que les grévistes soient ensemble, c'est aussi la volonté de séparer ce qui se rassemblait enfin : les luttes syndicales du salariat, encore garanties par certains droits (d'ailleurs en péril) et la jeune lutte des travailleurs sans papiers pour leur régularisation, dont les rares droits sont sans cesse piétinés par la Préfecture.

Car il s'agit d'abord d'une lutte de classe, dans laquelle le CSP59 rassemble autour des sans papiers, syndicats, organisations progressistes et démocratiques, soutiens individuels. Face à lui, un Etat qui traite la partie la plus exploitée de la classe ouvrière de ce pays à coup de rafles, de brutalités policières et d'expulsions manu militari quand les patrons n'en veulent plus.

On nous présente les sans papiers comme des « parasites » qui « coûtent cher » aux contribuables de ce pays, comme des voleurs qu'il convient donc de renvoyer dans leur pays. C'est oublier un peu vite que la « richesse » d'un pays comme la France n'est jamais le fruit du hasard ou de la magie ; elle provient de l'exploitation par les patrons français des travailleurs du territoire national, français et immigrés, avec et sans papiers, et des travailleurs des ex-colonies toujours opprimées par l'impérialisme français. Notre pays est l'un des plus riches du monde ; nous savons donc ce que cela veut dire.

« *Etre français, ça s'hérite ou ça se mérite* » pense sans doute M. Canepa ? Ces travailleurs sans papiers que l'on tente à tout prix de déshumaniser, dont on ne veut pas voir les conditions de vie, les conditions de travail, les salaires de misère... ces travailleurs qui finalement « travaillent plus pour gagner moins »... ne « mériteraient » même pas des papiers ?

La Coordination Communiste appelle à une mobilisation large et tenace autour du CSP59, tous les soirs, place de la République à partir de 18 heures. Les contacts y sont pris pour venir en aide aux grévistes quotidiennement.

**Honneur aux grévistes de la faim ! Honte au préfet ! Régularisation de tous les sans papiers !**



**Exploités par les patrons ! En danger de mort par le préfet !**  
**Ceux qui « travaillent plus pour gagner moins »**  
**exigent leur régularisation !**

Depuis le premier août, date de leur expulsion de la Bourse du Travail où les syndicats les accueilleraient, les grévistes de la faim sans papiers poursuivent leur lutte pour la régularisation (51<sup>ème</sup> jour de grève aujourd'hui) dans des conditions de plus en plus inhumaines. Eparpillés dans la métropole et au delà, souvent séparés les uns des autres, régulièrement refoulés par les hôpitaux, humiliés voire brutalisés par la police, résistants malgré un état de santé déplorable, ils ont plus que jamais besoin du soutien de tous pour tenir tête au préfet Canepa, et faire valoir leurs droits de travailleurs et d'êtres humains.

M. Canepa cherche apparemment à mettre en pratique dès cet été la ligne sarko-lepéniste du nouveau super-ministère de l'immigration et de l'identité nationale, forçant hier les sans papiers en lutte à l'ultime recours de la grève de la faim, ordonnant aujourd'hui de harceler, de calomnier, de brutaliser, d'atomiser les grévistes récalcitrants.

La forte mobilisation des progressistes autour de leur cause est mille fois justifiée. Leur inquiétude aussi. Chaque fois en effet qu'un Etat réprime son immigration, il inaugure une période de forte régression des droits démocratiques pour l'ensemble du peuple.

Cette lutte est donc capitale pour la période à venir ; pour les sans papiers, leurs conjoints et enfants, mais aussi au delà pour l'ensemble des travailleurs de ce pays.

L'expulsion de la Bourse du Travail, au delà d'un moyen violent de briser le mouvement de l'intérieur en empêchant que les grévistes soient ensemble, c'est aussi la volonté de séparer ce qui se rassemblait enfin : les luttes syndicales du salariat, encore garanties par certains droits (d'ailleurs en péril) et la jeune lutte des travailleurs sans papiers pour leur régularisation, dont les rares droits sont sans cesse piétinés par la Préfecture.

Car il s'agit d'abord d'une lutte de classe, dans laquelle le CSP59 rassemble autour des sans papiers, syndicats, organisations progressistes et démocratiques, soutiens individuels. Face à lui, un Etat qui traite la partie la plus exploitée de la classe ouvrière de ce pays à coup de rafles, de brutalités policières et d'expulsions manu militari quand les patrons n'en veulent plus.

On nous présente les sans papiers comme des « parasites » qui « coûtent cher » aux contribuables de ce pays, comme des voleurs qu'il convient donc de renvoyer dans leur pays. C'est oublier un peu vite que la « richesse » d'un pays comme la France n'est jamais le fruit du hasard ou de la magie ; elle provient de l'exploitation par les patrons français des travailleurs du territoire national, français et immigrés, avec et sans papiers, et des travailleurs des ex-colonies toujours opprimées par l'impérialisme français. Notre pays est l'un des plus riches du monde ; nous savons donc ce que cela veut dire.

« *Etre français, ça s'hérite ou ça se mérite* » pense sans doute M. Canepa ? Ces travailleurs sans papiers que l'on tente à tout prix de déshumaniser, dont on ne veut pas voir les conditions de vie, les conditions de travail, les salaires de misère... ces travailleurs qui finalement « travaillent plus pour gagner moins »... ne « mériteraient » même pas des papiers ?

La Coordination Communiste appelle à une mobilisation large et tenace autour du CSP59, tous les soirs, place de la République à partir de 18 heures. Les contacts y sont pris pour venir en aide aux grévistes quotidiennement.

**Honneur aux grévistes de la faim ! Honte au préfet ! Régularisation de tous les sans papiers !**